



Journal des anthropologues
Association française des anthropologues

142-143 | 2015
Marges et Numérique

La marge comme ressource pour l'action dans la mouvance du logiciel libre

The Margin as a Resource for Action Within the Free Software Movement

Pierre-Amiel Giraud et Sara Schoonmaker



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/6228>

DOI : 10.4000/jda.6228

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 15 octobre 2015

Pagination : 103-125

ISBN : 979-10-90923-10-2

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Pierre-Amiel Giraud et Sara Schoonmaker, « La marge comme ressource pour l'action dans la mouvance du logiciel libre », *Journal des anthropologues* [En ligne], 142-143 | 2015, mis en ligne le 15 octobre 2017, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/jda/6228> ; DOI : 10.4000/jda.6228

LA MARGE COMME RESSOURCE POUR L'ACTION DANS LA MOUVANCE DU LOGICIEL LIBRE

Pierre-Amiel GIRAUD* – Sara SCHOONMAKER**

La marge comme espace géographique

En géographie, la notion de marge n'a pas connu le même succès que sa voisine avec laquelle elle est parfois confondue : la périphérie. Pourtant, marges et périphéries n'entretiennent pas avec les centres des rapports de même nature. Dire qu'un espace est une périphérie indique qu'il est dominé par un centre (Reynaud, 1981) ; dire qu'il s'agit d'une marge pointe au contraire ce qui, en lui, échappe au contrôle du centre qui le revendique pourtant. La notion de marge sert donc à désigner aussi bien des espaces relégués – les périphéries délaissées – que des espaces relativement autonomes, ouverts par interspatialité à de multiples influences et propices à l'innovation : des espaces d'avant-garde. L'existence de cette deuxième catégorie de marges serait aujourd'hui favorisée par l'extension de grands réseaux techniques tels Internet permettant

* CNRS-UMR 5185 ADESS (Aménagement, développement, environnement, santé et société) – Éd 480 Montaigne-Humanités
Université Bordeaux Montaigne – 12 esplanade des Antilles
33607 Pessac Cedex
Courriel : pierre-amiel.giraud@u-bordeaux-montaigne.fr

** University of Redlands
1200 E. Colton Ave.
Redlands, CA 92373
Courriel : sara_schoonmaker@redlands.edu

justement – à en croire l'idéologie réticulaire – « la jouissance des situations de marge » (Musso, 2003 : 359). Ceci ne signifie pas pour autant que les espaces relégués ne sont pas eux aussi partie prenante de divers réseaux ou milieux. En effet, vue du centre, la marge fait dans les deux cas figure de confins : une « limite à un seul bord, le bord interne, celui de l'identité repliée, mais ouverte sur l'extérieur dans une indécision qui est liée à l'altérité maximale » (Retailé, 2011b : 80). L'extériorité, radicalement étrangère à l'ordre et à la légitimité intérieures, relève alors d'autres espaces de représentation (Lefebvre, 1974) – d'espaces vécus selon d'autres imaginaires et grammaires. Les marges sont les confins vus hors de leur rapport exclusif au centre : l'anomie peut alors devenir autonomie ; le contact avec la sauvagerie ou le chaos, une interface de commutation voire de compossibilité entre espaces de représentation différents.

La marge apparaît dès lors difficilement visible et lisible à l'aune des espaces de représentation exogènes et concurrents qui y interagissent : chacun possède une grammaire spatiale différente, c'est-à-dire notamment où les représentations et les pratiques produisant de la centralité diffèrent. L'interface entre espaces de représentation que constitue la marge ne se réduit ainsi jamais à une simple juxtaposition. Un même espace peut donc être une marge pour un espace de représentation, mais un centre (ou une périphérie) pour un autre. L'idéologie réticulaire analysée par Musso (*op. cit.*) va jusqu'à suggérer que les marges *sont* les véritables centralités. Ainsi, *La Grande conversion numérique* (Doueïhi, 2008) et la production de « lieux réticulaires » (Beaude, 2012 : 54-62) qui l'accompagne ne consacrent pas « La fin de la géographie » (O'Brien, 1992). Au contraire, elles complexifient encore d'avantage des spatialités et territorialités qui se révèlent toujours hybrides (Giraud, 2014).

Le logiciel libre, aux marges du Marché et de l'État ?

Le phénomène du logiciel libre constitue un cas particulièrement intéressant pour questionner la notion de marge et la manière dont elle peut constituer une ressource pour l'action à l'ère du

numérique. En effet, les premiers militants du logiciel libre ont, dès les années 1980, adopté une stratégie qui peut être décrite comme un déplacement vers les marges du Marché – et de l'État qui l'instrumentalise par le droit. Il s'agissait alors de retourner contre lui certaines dispositions du droit international de la propriété intellectuelle, dont l'extension et le renforcement en vue d'une enclosure mondiale des biens communs de la connaissance avaient déjà commencé (Boyle, 2008). Ainsi, la spécificité de ces logiciels est bien plus juridique que technique : elle réside dans le contrat, appelé licence, qui lie auteurs et utilisateurs du logiciel. Les critères pour qu'une licence soit considérée comme libre sont variables, mais corroborent dans l'ensemble les quatre libertés définies par la Free Software Foundation¹ : libertés d'utilisation (a), de modification (b), de redistribution de la version d'origine (c) et de la version modifiée (d) (Stallman, 2002). Nourrie d'un discours de liberté (Giraud & Schoonmaker, 2014), cette marge fait figure de refuge permettant aux développeurs de retrouver une autonomie dans leur travail dont le Marché, par l'entremise de l'ordre gestionnaire, était en train de les priver (Vicente, 2013). Cependant, cette opération de mise à l'écart est légitimée par un discours qui place le mouvement du logiciel libre au sein d'un espace de représentation dont il serait une centralité et qui relègue le Marché à la marge : les licences libres doivent permettre de perpétuer même de manière minoritaire le communalisme mertonien (Merton, 1973) de ce qui, avant d'être une industrie, était une science issue des mathématiques. La mise en marge conservatoire qui donne naissance au logiciel libre serait avant tout une réactivation, sur un mode revivaliste, d'une éthique scientifique pervertie par le Marché. La liberté logicielle apparaît donc d'abord comme l'étendard de la revendication d'autonomie d'informaticiens qui, pour protéger cette dernière, choisissent de se mettre en marge de l'État et du Marché. Toutefois, le choix de la marginalité n'est pas celui de l'exclusion : le logiciel libre dispose

¹ Organisation américaine à but non lucratif de défense et de promotion du logiciel libre.

de fondements juridiques ; il est même légal d'en faire le commerce.

Depuis le milieu des années 1990, on assiste à une complexification du mouvement. D'abord, certains militants choisissent, pendant cette période d'euphorie spéculative gonflant la bulle Internet, de ne plus parler de *free software* mais d'*open source*, afin disent-ils de lever l'ambiguïté de l'anglais *free*, entre gratuité et liberté (Perens, 1999) : comment dégager des profits (des marges, donc) si les logiciels sont donnés ? Dès 1999, des éditeurs de logiciels libres comme Red Hat sont cotés en bourse. Depuis, *free software* et *open source* cohabitent pour désigner les mêmes objets. Le premier est porteur d'une « utopie concrète » (Broca, 2013 : 13-36) nécessairement marginale tandis que le deuxième appartient au langage de l'idéologie néolibérale. Cependant, les États aussi investissent sémantiquement le *free* et l'*open*. La liberté logicielle serait ainsi garante d'une indépendance technologique tandis que la transparence du code prémunirait contre la présence de portes dérobées placées au sein des logiciels par des puissances étrangères. Prises ensemble, liberté et transparence contribueraient à la souveraineté numérique (Couture, 2013). C'est pourquoi des États forts (Chine) ou revendiquant un monde polycentrique (Brésil) ont très tôt eu des politiques favorables au logiciel libre.

La richesse et la polysémie de l'idée de liberté (autonomie, déréglementation, souveraineté) permettent ainsi une appropriation du logiciel libre par des acteurs aux intérêts et aux espaces de représentation radicalement différents. Si l'on admet qu'il n'y a pas de mouvement social sans quelque valeur, objectif ou intérêt commun donnant une orientation d'ensemble, il devient alors difficile de parler de « mouvement » des logiciels libres à partir du début des années 2000. Nous préférons donc employer une notion à laquelle l'usage courant confère déjà un sens proche de celui que nous voulons : la Mouvance. En effet, l'idée de Mouvance (altermondialiste, identitaire, etc.) n'implique une proximité idéologique ou relationnelle qu'extrêmement vague entre acteurs. Dans sa dimension sociale, elle est un « réseau non hiérarchisé d'idées, de femmes et d'hommes, d'associations durables ou

éphémères, calées sur les événements en même temps que sur les principes » (Retaillé, 2011a : 212). Dans sa dimension spatiale, on peut la définir comme « une relation mouvante, aux limites mobiles [...], aux focalisations changeantes, en évolution constante mais connaissant de brusques variations d'équilibre » (Berque, 2000 : 90).

Il semble ainsi extrêmement difficile de trouver quelques situations qui seraient représentatives de la Mouvance du logiciel libre, d'en esquisser par généralisation de similitudes un portrait d'ensemble. La voie inverse paraît plus prometteuse : faire jouer les différences entre les cas étudiés pour montrer les écarts, les distances internes à la Mouvance dans sa manière de mobiliser la marge comme ressource pour l'action. L'observation fine de situations précises doit alors se doubler de la constitution d'un horizon d'intelligibilité commun : une grille de travail heuristique permettant justement de « construire des comparables qui ne sont jamais immédiatement donnés et qui ne visent nullement à établir des typologies » (Detienne, 2009 : 10).

Le bricolage d'un cadrage théorique commun

La mise en œuvre de cette méthode, interprétative et comparatiste, a été facilitée par les modalités de la collaboration entre les auteurs. En effet, les données de terrain ont été récoltées séparément, en fonction des méthodes et des questionnements propres à chacun. Certes, ce rapprochement entre une sociologue américaine et un géographe français n'est pas fortuit : tous deux privilégient des méthodes qualitatives comme l'entretien semi-directif ou l'observation participante et s'intéressent aux pratiques et aux discours des militants du logiciel libre dans leurs dimensions sociale et spatiale.

Giraud travaille sur la Mouvance du logiciel libre en Aquitaine et au Québec. Il cherche notamment à montrer que les dynamiques de territorialisation et d'ancrage sont, paradoxalement, partie prenante du fonctionnement de l'espace de la Mouvance. Ainsi, il met en avant les dimensions territoriales de la marginalité et du mouvement du logiciel libre. Il analyse les données qualitatives issues de

ses entretiens avec les militants d'un point de vue géographique, révélant de cette manière le sens comme la signification de leurs pratiques spatiales. Schoonmaker, quant à elle, étudie l'économie politique de projets de logiciels libres ainsi que le rôle joué par ces derniers pour le développement de communs du numérique et de formes alternatives de mondialisation par le bas (Kellner, 2002 ; Schoonmaker, 2007). Elle s'intéresse particulièrement aux dynamiques institutionnelles et organisationnelles de ces projets organisés à l'échelle mondiale et en même temps ancrés dans des territoires spécifiques. L'observation participante et les entretiens semi-directifs sont les méthodes privilégiées par les deux auteurs, qui ont donc mis en œuvre des méthodes comparables². Croiser leurs perspectives respectivement géographique et sociologique autorise une compréhension fine des manières dont les dimensions territoriales, politiques et économiques interviennent dans les deux cas étudiés ici.

Les auteurs mobilisent également des sources documentaires secondaires disponibles en ligne concernant les entreprises, les utilisateurs et les groupes d'activistes du logiciel libre. En effet, les partisans du logiciel libre produisent, réagissent et échangent des informations au sein de communautés en réseau. L'étude de ces communautés est essentielle pour comprendre les discours et les usages de la marge au sein de la Mouvance du logiciel libre étant donné que le discours longtemps dominant parmi les militants – encore parfois entendu – ne concède aucune souveraineté aux États et au Marché sur le Cyberspace (Barlow, 1996), positionnant ce dernier à la marge comme avant-garde de l'espace Monde (Dollfus, 1994). Il est d'ailleurs parfois difficile, dans les lieux réticulaires qui constituent cet espace aux propriétés spécifiques qu'est Internet (Beaude, *op cit.* : 15-64), de distinguer précisément

² Le lecteur pourra s'étonner de l'absence de verbatim ou de vignette. Cependant, le format de l'article a amené les auteurs à faire ce choix pour laisser plus de place à l'analyse.

le spatial du documentaire et donc l'observation participante de la consultation d'archives.

Les données mises à profit, en plus d'avoir été produites dans le cadre de perspectives disciplinaires et théoriques différentes, sont donc le fruit de « techniques de terrain protéiformes » (Petit, 2011). Afin de les rendre intelligibles, il a donc fallu les « bricoler [...] en une méthodologie qualitative cohérente » (*ibid.*) *a posteriori*. La méthode retenue a consisté à négocier un cadrage théorique commun matérialisé par une grille d'analyse à double entrée à même d'accueillir les cas étudiés ici par les auteurs.

		Espaces de l'action (échelles)		
		<i>Micro</i>	<i>Méso</i>	<i>Macro</i>
Espaces de représentation	<i>État</i> (territoire)	OL	RMLL, OOo/LO	
	<i>Marché</i> (réseau)		RMLL	OOo/LO
	<i>Mouvance</i> (rhizome)	RMLL	OL, OOo/LO	RMLL

OL : Opération Libre Brocas ; RMLL : Rencontres Mondiales du Logiciel Libre ;
OOo : OpenOffice.org ; LO : LibreOffice.

Tableau 1: La grille d'analyse à valeur heuristique

D'une part, l'espace de l'action des militants peut s'appuyer sur différentes échelles, depuis le micro (local) jusqu'au macro (mondial) en passant par le méso (notamment l'étatique et le régional) : c'est à ces trois grands repères que nous réduirons les diverses échelles mobilisables par les acteurs. D'autre part, le discours des libertés vise à légitimer les actions entreprises en les situant dans un ou plusieurs espaces de représentation – qui sont aussi dans ce cas des espaces de la justification. Il en existe de multiples, mais trois possèdent, dans l'espace Monde actuel, une réelle efficacité géographique et sociale par leur pouvoir de

mobilisation et de légitimation : l'État et son territoire, le Marché et ses réseaux, la Mouvance et le rhizome (Retailé, 2011a). Chaque espace de représentation donne à la marge une signification et un sens différents. Vue de l'État, qui réclame une souveraineté exclusive et exhaustive sur un territoire qui porte sa légitimité, la marge ne saurait être qu'une anomalie tendant vers l'anomie et indiquant une faiblesse voire une faillite. Ces marges peuvent néanmoins apparaître comme de franches aubaines pour le Marché, qui vise à faire de la finance le seul régulateur de l'espace Monde, et dont la marge est constituée des réserves de croissance et de développement permettant de surseoir à l'aide d'un « *spatial fix* » (Harvey, 2008 : 101-108) aux crises du capitalisme. Quant à la Mouvance, son espace de représentation lui-même est mobile : les situations, marginales ou centrales n'y sont que temporaires et circonstancielles. Rhizome, il n'a donc pas de centre ou de marge à proprement parler, mais il *est* l'espace de la marginalité.

Les marges comme ressources potentielles

Nous ne prétendons pas que cette grille permette de rendre compte de l'intégralité des phénomènes du logiciel libre, mais plutôt qu'elle peut aider à rendre compte de situations où des acteurs tentent de faire de leur marginalité une ressource. Pour les besoins de l'écriture, nous proposons de décrire seulement deux situations où la mobilisation de la marge comme ressource pour l'action apparaît très clairement. Le premier cas portera sur l'évolution d'un projet de suite bureautique libre, et sur la manière dont certains de ses contributeurs principaux ont su mobiliser différentes marges pour soustraire le projet à l'hégémonie grandissante du Marché. Le deuxième, beaucoup plus ancré territorialement, montrera comment, dans le département des Landes, des acteurs localement importants de la Mouvance peuvent organiser des événements aux marges de l'économie numérique mondialisée et jouer d'effets d'échelles et de leviers pour assurer visibilité médiatique voire retombées politiques à leur action.

LibreOffice, la marge comme ressource pour construire un bien commun

Les projets de logiciel libre, contrairement à une idée assez répandue, ne sont pas étrangers aux logiques du Marché – du commerce à la spéculation. Il se peut, dans certaines circonstances, qu'une entreprise souhaite valoriser un logiciel libre en le faisant évoluer sans égard pour la communauté, même composée au moins en partie de bénévoles, qui le porte. Les licences de logiciel libre offrent alors la possibilité légale aux éventuels mécontents de poursuivre le projet autrement, sous un autre nom – ce que l'on appelle un *fork*. C'est précisément ce qui s'est produit en 2010, au sein d'un projet de suite bureautique libre : OpenOffice.org (OOo) (Schoonmaker, 2014).

En effet, en 2009, Oracle (le plus grand éditeur de logiciels au monde par le nombre d'employés) rachète Sun Microsystems (qui détient l'intégralité des droits de propriété intellectuelle d'OOo) pour 7,4 milliards de dollars (soit 5,3 milliards d'euro). OOo reste un logiciel libre, mais sa feuille de route n'est plus publique. Surtout, Oracle envisage d'orienter le projet vers de nouveaux modèles économiques qui vont à l'encontre de l'engagement de nombreux contributeurs contre la fracture numérique : il est alors question de ne laisser que le cœur du logiciel sous licence libre (*open core*), ou encore de ne plus développer qu'une version à distance (*cloud*). Cet engagement contre la fracture numérique, constant depuis la libération du code d'OOo en juillet 2000, s'est concrétisé notamment au travers de la Native Language Confederation, dont l'objectif était de traduire la suite bureautique y compris dans des langues minoritaires ou très peu répandues (comme le tigrigna, l'odyia ou le ndébélé d'Afrique du sud) en s'appuyant sur des locuteurs volontaires. Cela témoigne à la fois d'une compréhension fine et précoce des phénomènes de marginalisation numérique, qui ne sauraient être réduits à des questions d'accès au matériel ou aux logiciels mais aussi des tensions potentielles entre la Mouvence et le Marché.

Pour contrer Oracle, plusieurs contributeurs s'organisent alors dans les marges du projet – loin des lieux réticulaires centraux que sont la forge³, le wiki et les listes de diffusion. Leur objectif est de soustraire OOo à l'espace du Marché et de redonner voix au chapitre à la Mouvance en instaurant, par le biais d'une fondation, une gouvernance collégiale, transparente et ouverte du projet. The Document Foundation (TDF) est créée en septembre 2010. Oracle refusant de rejoindre la nouvelle structure ou de laisser à cette dernière le droit d'utiliser la marque OOo, le logiciel dérivé (*le fork*) prend le nom de Libre Office (LO)⁴. La grande majorité des contributeurs d'OOo rejoint alors LO, laissant Oracle avec une marque difficilement exploitable. Rapidement, Oracle annonce l'arrêt du développement de la version commerciale d'OOo avant de confier les droits de propriété intellectuelle du projet à la Fondation Apache – qui avait servi de modèle lors de l'élaboration de TDF. En 2012, TDF acquiert une existence légale en devenant une fondation de droit allemand. Son comité consultatif, qui conseille un comité d'administration composé de membres élus par la communauté, est alors rejoint par une quinzaine d'acteurs de natures et d'échelles très diverses : des associations d'activistes (Free Software Foundation), des entreprises du secteur informatique libre (Red Hat) ou non (Google) mais aussi des collectivités territoriales (la ville de Munich) voire des États (la France, via la Mission interministérielle pour une bureaucratie ouverte). Ce nouveau modèle de gouvernance, qui tend à faire de LO un bien commun en marge du Marché (Schoonmaker, 2014) attire plus de 600 nouveaux contributeurs.

Dans ce cas, la marge a pu être mobilisée comme ressource pour l'action par les acteurs du logiciel libre à deux niveaux. D'abord, leur marginalité au sein de la Mouvance est renforcée par le régime juridique particulier des logiciels libres comme OOo. Les contributeurs ont mobilisé cette marginalité pour contourner

³ Plate-forme numérique de développement collaboratif.

⁴ Il n'est d'ailleurs pas innocent que le terme Open ait été troqué pour celui de Libre (cf. supra).

l'hégémonie du Marché et sa volonté d'étendre aux logiciels les principes d'une propriété comprise comme « monopole temporaire d'exploitation » (Xifaras, 2010 : 52). Ils s'appuient sur les ressources de leur communauté, ainsi que sur les valeurs de partage et de liberté sur lesquelles la communauté s'est fondée, pour empêcher Oracle de prendre le contrôle du logiciel grâce aux forces du Marché. Ils ont ainsi pu résister à l'ingérence du Marché dans le projet. Néanmoins, dès leurs premières réflexions sur l'éventualité d'un *fork*, ils ont aussi réfléchi aux moyens qui leur permettraient de maintenir leurs relations avec les entreprises du logiciel libre.

Puis, ils s'en sont servis pour construire un lieu de rencontre entre des acteurs relevant de chacun des trois grands espaces de représentation, sans entamer l'autonomie du projet. Cette forme de gouvernance en faisant un bien commun, LO est une marge aussi bien pour l'État que pour le Marché et participe de la marginalité de la Mouvance. Les lieux de la marge, lorsque mobilisée comme ressource, révèlent alors une de leurs dimensions : il s'agit de « dispositifs de traduction » entre les différents espaces de représentation (Giraud, 2013a : 12).

Mont-de-Marsan, haut lieu temporaire du logiciel libre aux marges du monde numérique

De nombreux auteurs ont développé l'idée que les télécommunications ne permettaient pas, entre des acteurs multiples, d'instaurer des relations de confiance favorables à la conduite de projets communs ou à la conclusion d'affaires. La rencontre physique serait nécessaire (Gottdiener, 2001). Cette hypothèse semble, paradoxalement, confortée par l'exemple du logiciel libre. En effet, bien qu'indispensables, les lieux réticulaires ne semblent pas suffire au fonctionnement des communautés distantes. C'est pourquoi il n'existe pas de projet important sans conférence annuelle – il y a par exemple une LibreOffice Conference. C'est aussi en partie dans cet objectif – il s'agissait alors d'encourager des projets concurrents à collaborer (Giraud, 2013b : 190) – qu'une conférence aux ambitions plus larges a été lancée dès 2000 : les Rencontres mondiales du logiciel libre (RMLL). La ville-hôte de ce « haut lieu

mobile du Libre francophone » (Giraud, *ibid.*) change chaque année, et chaque fois le choix dépend d'une combinaison variable de stratégies de localisation, d'opportunités et de contingences.

Dans le cadre d'une de ces stratégies, la marginalité de l'espace d'action peut être envisagée comme une opportunité de maximisation de la visibilité des opérations conduites, et ce à plusieurs échelles : à l'échelle locale tout d'abord, où les militants du logiciel libre sont en mesure de provoquer un événement spatial (EPEES, 2000) ; à l'échelle méso-géographique ensuite, ces militants obtenant une certaine reconnaissance de la part des institutions publiques ; à l'échelle mondiale enfin, quoique la barrière linguistique vienne alors limiter cette prétention des RMLL. Nous prendrons comme exemple le cas de militants landais qui sont parvenus, à deux reprises, à faire de leur territoire marginal – au regard de l'espace numérique mondial et même français – un centre temporaire de la Mouvance du Libre : en 2008 en organisant les Neuvièmes RMLL à Mont-de-Marsan et en 2013 en accueillant la première Opération Libre (OL) à Brocas (780 habitants).

Les RMLL sont un événement annuel et mobile mêlant principalement conférences, ateliers et formations « dont le but premier est de faire se rencontrer les acteurs du Libre mais aussi de sensibiliser le grand public et les collectivités territoriales » (Giraud, 2013b : 165). Chaque édition, qui attire entre 3 000 et 5 000 visiteurs, vise donc entre autres à convaincre les collectivités territoriales partenaires (c'est-à-dire qui subventionnent l'événement, le plus souvent en l'échange de formations gratuites aux logiciels libres pour leurs agents) de donner une plus grande place aux logiciels libres dans leurs usages numériques, ce que les militants appellent la « libération des territoires ». À plus long terme, l'objectif des organisateurs est que les collectivités soient prescriptrices auprès de leurs citoyens : les RMLL sont ainsi vues par un militant comme « un outil essentiel de pénétration des territoires ». En outre, les RMLL sont toujours organisées par un collectif d'associations locales de la Mouvance, donc très variables selon la ville-hôte sélectionnée par le comité. Autrement dit, des

militants locaux organisés en associations mobilisent la Mouvence mondiale autour d'un événement qui doit permettre d'atteindre et convaincre un territoire relevant par définition d'un autre espace de représentation. Dans ce cas, le choix d'une ville-hôte modeste fait partie d'une stratégie événementielle jouant simultanément sur les représentations de l'espace et les espaces de représentation.

En effet, les Landes sont souvent perçues comme un espace rural, très forestier et peu connecté. Il n'est pas excessif d'affirmer qu'il s'agit d'une marge – aussi bien pour l'État que pour le Marché – numérique. Par exemple, en 2008, seules des communes du Marsan et du Grand Dax disposaient d'accès Internet dégroupés. Certes, la situation a beaucoup progressé depuis mais la lutte contre la fracture numérique y reste une composante majeure de la politique d'aménagement numérique du territoire.

Par ailleurs, la faiblesse relative de la fréquentation des RMLL est compensée par la forte visibilité de l'événement dans une commune d'à peine 30 000 habitants. Le territoire de la collectivité est ainsi temporairement recouvert par le rhizome de la Mouvence, dont Mont-de-Marsan s'est alors muée en centre. Ce jeu dans les marges semble d'ailleurs, politiquement, avoir été payant : alors que les RMLL ont été organisées à Bordeaux, Genève ou Bruxelles sans retombées évidentes, l'édition 2008 a été le point de départ de la mise en place d'un pôle de compétences aquitain en logiciels libres efficace, Aquinetic (Giraud, 2013a).

Ainsi, plusieurs organisateurs de RMLL de 2008 à Mont-de-Marsan (Landes) insistent sur le succès de l'édition en la qualifiant de « tour de force » ou de « réussite exemplaire ». Elles auraient ainsi constitué en exagérant « à peine [...] l'évènement de l'année à Mont-de-Marsan » et auraient « augmenté la population de la ville de 10% pendant une semaine, tout simplement⁵ ». Cette stratégie d'occupation de la marge, pour produire une centralité temporaire, a été portée à son paroxysme en avril 2013, lors de

⁵ Propos issus d'une série d'entretiens semi-directifs menés en 2010 auprès d'acteurs aquitains du logiciel libre.

l'Opération Libre Brocas, organisée à l'initiative de LiberTIC, une association nantaise œuvrant à convaincre les collectivités et les administrations d'adopter une politique volontariste d'ouverture des données publiques (*open data*)⁶. Dans cette commune de 780 habitants située à 20 km au nord de Mont-de-Marsan, et dont le président des RMLL 2008 est conseiller municipal, se sont réunies pendant deux jours sept associations majeures de la Mouvance du Libre dont Creative Commons France, The Document Foundation (cf. *supra*), OpenStreetMap France et Wikimedia France. Il s'agissait aussi bien d'améliorer les pages Wikipédia de la commune que de numériser le cadastre afin d'enrichir OpenStreetMap ou encore de mettre en valeur les logiciels libres à destination des petites collectivités⁷. La presse régionale (*Sud-Ouest*) s'en est fait l'écho à travers quelques articles, tout comme les médias spécialisés à destination des élus municipaux et de leur administration (*La Gazette des communes*). L'événement et sa médiatisation ont permis de légitimer et d'accélérer la mise en place d'un portail de données ouvertes accessible dans le monde entier. À l'échelle nationale, l'élu de Brocas initiateur du projet a contribué à la fondation d'Open Data France, une association de collectivités territoriales engagées dans une démarche d'ouverture des données publiques dont il est devenu viceprésident. Notons aussi que, début 2015, cette toute petite commune a remporté le concours Data connexions organisé par le gouvernement français et récompensant « les projets les plus innovants réutilisant des données publiques⁸ ». Dans ce cas, la marginalité de la commune a pu constituer un véritable levier pour l'activisme incessant de quelques individus.

⁶ Le caractère exogène de l'initiative, ainsi que la temporalité propre au mouvement de l'*open data*, expliquent cet important laps de temps entre les deux événements.

⁷ La diversité des objets concernés témoigne bien de l'extension du domaine du Libre (Goldenberg, 2006) bien au-delà du seul logiciel.

⁸ <https://www.data.gouv.fr/fr/dataconnexions> (consultée le 18 février 2015).

Comparaison

Les deux cas présentés ici montrent, chacun de manière très spécifique, comment les marges peuvent constituer des ressources pour les acteurs de la Mouvance du logiciel libre.

L'exemple de LO montre comment la construction d'un bien commun à l'échelle mondiale peut s'articuler, par les activités de localisation⁹ issues de la Mouvance comme par celles de territorialisation pratiquées par les États dans le cadre de leur politique logicielle, avec les échelles méso-géographiques. En outre, l'exemple de LO montre bien l'importance d'une analyse institutionnelle pour comprendre les marges. Les contributeurs de LO ont dû comparer le droit des fondations – et ses implications éventuelles pour leur communauté – dans différents États tels que le Brésil, la France et l'Allemagne avant de choisir où créer TDF. Comme indiqué *supra*, l'Allemagne a été choisie parce que l'encadrement juridique des fondations offrait les meilleures protections quant à la pérennité des missions d'une organisation. Les institutions juridiques et politiques allemandes ont ainsi d'abord joué un rôle décisif à la fois dans le cadre de la levée de fonds organisée par les contributeurs de LO et lors de leur travail avec des avocats pour créer TDF. Ensuite, les garanties qu'elles offraient ont pu convaincre des acteurs très divers, y compris institutionnels, de rejoindre TDF.

Les exemples de RMLL et de Brocas montrent à l'inverse comment un événement revendiquant le Monde comme échelle de légitimation et la Mouvance comme espace de représentation s'organise à l'échelle micro-géographique pour « libérer » ou « convertir à » la Mouvance des acteurs méso-géographiques du Marché et de l'État. Dans ce cas précis, la marginalité mise à profit par les acteurs du Libre est celle que constitue la ruralité au regard du Marché et même, dans une certaine mesure, de l'État. Cependant, la mobilité des RMLL – qui n'était pas projetée à l'origine – conforte une certaine invisibilité et donc marginalité aux yeux des espaces de

⁹ C'est ainsi que l'on nomme la traduction d'un logiciel.

représentation ancrés : la localisation future est incertaine ; l'accumulation de la mémoire des lieux sur un site, difficile – fût-ce un site Internet.

De manière surprenante, deux aspects peuvent alors être comparés avec le cas de LO. D'abord, les organisateurs de ces événements ne sont en prise avec l'État et le Marché que de manière périphérique. À l'inverse des contributeurs de LO, ils ne sont pas à la recherche de moyens pour constituer une base légale afin de protéger la dimension communautaire de leur projet. Bien au contraire, les organisateurs des RMLL peuvent se contenter de respecter des règles élémentaires de citoyenneté et de conduite qui demeurent pour l'essentiel invisibles dans la mesure où elles sont respectées quotidiennement. Par ailleurs, ces événements mettent en avant des formes spatiales et temporelles de la marginalité : l'invisibilité ordinaire au sein des espaces de représentation prégnants et la saillance temporaire de lieux mobiles.

Pour les RMLL, la marginalité prend ainsi une forme spatiale et temporelle, où la mobilité fournit une source de force et de résilience dans leur effort pour promouvoir le logiciel libre. Cette forme de marginalité contraste avec celle du projet LO, ancrée dans l'utilisation du Marché et de la loi pour faire de TDF une entité légale et de cette façon protéger la nature communautaire de la suite bureautique. Contrairement aux RMLL, LO ne tire pas sa force de sa mobilité, mais de sa stabilité spatiale et juridique au sein du système légal allemand. En effet, le droit allemand stipule que les fondations doivent impérativement conserver les mêmes missions au cours du temps. Plutôt que l'Allemagne en tant que telle¹⁰, les contributeurs

¹⁰ Certes, avant son rachat par Sun Microsystems en 1999, StarOffice (dont le code a servi de base à celui d'OOo) est développé par l'entreprise allemande StarDivision. Il en a pendant longtemps résulté une forte présence d'Allemands dans la communauté ainsi que de leur langue dans le code d'OOo voire de LO (notamment dans les commentaires). Cependant, ces éléments ne sont pas mobilisés par les contributeurs à LO pour justifier la domiciliation choisie pour TDF, ni dans les entretiens ni dans les sources secondaires.

de LO ont ainsi choisi le cadre légal qui, selon leur analyse, sécurisait le mieux la mission communautaire du projet.

Ainsi, deux types de mise en valeur de la marge comme ressource pour l'action ont pu être repérés au sein de la Mouvance du logiciel libre. Dans le cas de LO, la marge apparaît comme un abri, un espace de repli permettant de se rétablir et de se consolider pour mieux relancer les interactions avec les acteurs d'autres espaces de représentation. C'est alors l'État qui apparaît comme une marge-abri du Marché pour la Mouvance. Dans le cas des RMLL/OL, la marge apparaît comme l'extrémité d'un front pionnier (*frontier*) sur lequel il est possible de gagner en légitimité auprès d'acteurs de l'État et du Marché. Ce sont alors précisément les marges de ces deux derniers, séparément ou simultanément, qui sont mobilisées.

Discussion/conclusion : marges (de manœuvre) et espace mobile

Les deux cas présentés ici sont simplistes à dessein. D'autres situations, plus complexes, mériteraient un traitement que le cadre du présent article ne saurait permettre. Par exemple, en 2008 au Québec, l'entreprise Savoir-Faire Linux porte plainte contre la Régie des rentes de la province¹¹ qui n'avait pas déposé d'appel d'offres dans le cadre du renouvellement des systèmes d'exploitation et des suites bureautiques de son parc informatique. La Cour supérieure du Québec donne raison à l'entreprise en juin 2010 (QCCS, 2010). Le jugement montre que les argumentaires mobilisés relèvent uniquement du droit des Marchés publics, c'est-à-dire des relations entre l'État et le Marché – duquel l'entreprise s'estimait indûment marginalisée. Pourtant, cette victoire a été comprise par de nombreux militants et par la presse locale, comme celle d'une Mouvance minorisée aux valeurs compatibles avec celles de l'État (solidarité et rigueur budgétaire) contre le Marché.

Par ailleurs, si la marge est bien une ressource pour les acteurs de la Mouvance du logiciel libre, cela ne signifie pas que cette dernière fasse une large place aux minorités. Notamment, la part très

¹¹ Organisme gouvernemental s'occupant entre autres des retraites.

faible des femmes parmi les contributeurs et l'éventualité d'une discrimination à leur rencontre fait débat parmi les anthropologues (Nafus, 2012 ; Dunbar-Hester & Coleman, 2012). À l'échelle du monde, la répartition des contributeurs de logiciels libres laisse voir clairement la fracture numérique Nord-Sud. Cela est même parfois rendu visible par des documents produits par la Mouance elle-même, de manière peut-être involontaire (voir *infra*). Certains auteurs affirment même que les projets de logiciel libre, comme d'autres communautés épistémiques, peuvent conduire à « l'aggravation des fractures "numériques" liées aux usages et aux contenus » (Ben Youssef, 2004 : 203). Certes, ces logiciels ne peuvent, au mieux, que participer à l'inclusion numérique des publics marginalisés – en amont de la fracture numérique, ils ne peuvent notamment rien contre la fracture électrique. Cependant, là n'est pas notre propos. Nous avons plutôt voulu montrer comment les acteurs pouvaient se donner du jeu en instrumentalisant de telles marges (de manœuvre).



Illustration 1: Poster de la Native Language Confederation à l'occasion de la Journée internationale des langues maternelles 2007

Finalement, les deux exemples développés montrent bien que la marge peut être une ressource pour l'action au sein de la Mouvance du logiciel libre. Plus précisément, ils mettent en exergue la manière dont les acteurs sont capables de faire fond sur la marginalité même de la Mouvance pour atteindre, via leurs marges, d'autres espaces de représentation. La mobilisation de la marginalité et des marges est facilitée par le numérique et spécifiquement Internet qui, comme technique de l'espace, vient à la fois enrichir le monde de nouveaux lieux réticulaires et plus profondément transformer l'espace de la société (Beaude, *op. cit.*). Par ailleurs, la capacité d'un centre à se positionner en marge, comme celle de la marginalité à produire de la centralité ne peut se comprendre qu'à condition d'accepter que l'espace soit mobile (Retaillé, 2011b). La mobilité ainsi désignée n'est pas tant celle des êtres et des objets sur la surface terrestre que celle des acteurs et des lieux entre différents espaces de représentation. Dès lors, l'étude des marges de la Mouvance du logiciel libre permet de montrer que ce n'est que depuis le mouvement que l'on peut comprendre des ancrages nécessairement temporaires malgré les discours incantatoires.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BARLOW J.**, 1996. *A Declaration of the Independence of Cyberspace*. URL : <http://homes.eff.org/~barlow/Declaration-Final.html>.
- BEAUDE B.**, 2012. *Internet : changer l'espace, changer la société*. Limoges, Fyp.
- BEN YOUSSEF A.**, 2004. « Les quatre dimensions de la fracture numérique », *Réseaux*, 127(5-6) : 181-209.
- BERQUE A.**, 2000. *Écoumène : introduction à l'étude des milieux humains*. Paris, Belin.
- BOYLE J.**, 2008. *The Public Domain: Enclosing the Commons of the Mind*. New Haven/London, Yale University Press.
- BROCA S.**, 2013. *Utopie du logiciel libre : du bricolage informatique à la réinvention sociale*. Neuvy-en-Champagne, Le Passager clandestin.

- COUTURE S., 2013. « Logiciels libres : réduction des coûts et souveraineté numérique », *IRIS, Notes socio-économiques*.
- DETIENNE M., 2009. *Comparer l'incomparable : oser expérimenter et construire*. Paris, Points.
- DOLLFUS O., 1994. *L'espace Monde*. Paris, Economica.
- DOUEIHI M., 2008. *La Grande Conversion numérique*. Paris, Seuil.
- DUNBAR-HESTER Ch., COLEMAN G., 2012. « Engendering Change? Gender Advocacy in Open Source », *Culture Digitally*, 26 : <http://culturedigitally.org/2012/06/engendering-change-gender-advocacy-in-open-source/>
- EPEES, 2000. « Événement spatial », *Espace géographique*, 29(3) : 193-199.
- GIRAUD P.-A., 2013a. « La Mouvance du logiciel libre en Aquitaine : des lieux de l'underground à ceux de l'upperground, vers une stratégie de développement territorial ? », *50^e colloque de l'ASRDLF*, Mons (Belgique). Disponible en archive ouverte : <https://hal.archives-ouvertes.fr/halshs-00945361/document>
- GIRAUD P.-A., 2013b. « Les RMLL, haut lieu mobile du Libre francophone » in MASUTTI Ch. & PALOQUE-BERGÈS C. (ed), *Histoires et cultures du Libre*. Paris, Framasoft : 165-194.
- GIRAUD P.-A., 2014. « Les GULL, une territorialité hybride ? Le cas de Giroll », *Internet : interactions et interfaces*. Paris, L'Harmattan : 387-404.
- GIRAUD P.-A., SCHOONMAKER S., 2013. « French Software Politics: Activism and the Dynamics of Globalization from Below », *Information Systems Electronic Journal*, 13(2) : <http://189.16.45.2/ojs/index.php/reinfo/article/view/1670/>
- GOLDENBERG A., 2006. « Extension(s) du domaine du Libre : régimes et controverses », *Congrès de l'ACFAS*. Montréal, Université McGill.
- GOTTDIENER M., 2001. *Life in the Air: Surviving the New Culture of Air Travel*. Lanham, Rowman & Littlefield.
- HARVEY D., 2008. *Géographie de la domination*. Paris, Les Prairies ordinaires.

- KELLNER D.**, 2002. « Theorizing Globalization », *Sociological Theory*, 20(3) : 285-305.
- LEFEBVRE H.**, 1974. *La production de l'espace*. Paris, Anthropos.
- LÉVY J.**, 2013. « Métrique », in LUSSAULT M. & LÉVY J. (ed), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*. Paris, Belin : 659-660.
- MERTON R. K.**, 1973. « Science and Technology in a Democratic Order (1942) », in STORER N. W. (ed), *The Sociology of Science: Theoretical and Empirical Investigations*. Chicago/London, The University of Chicago Press : 267-278.
- MUSSO P.**, 2003. *Critique des réseaux*. Paris, PUF.
- NAFUS D.**, 2012. « "Patches Don't Have Gender": What is not Open in Open Source Software », *New Media & Society*, 14(4) : 669-683.
- O'BRIEN R.**, 1992. *Global Financial Integration: the End of Geography*. London, RIIA.
- PERENS B.**, 1999. « The Open Source Definition », in DIBONA Ch., OCKMAN S. & STONE M. (ed), *Open Sources: Voices from the Open Source Revolution*. Sebastopol (CA), O'Reilly Media.
- PETIT E.**, 2011. « Du fil de l'eau en fils à retordre. Comment bricoler des techniques de terrain protéiformes en une méthodologie qualitative cohérente en géographie ? », *L'information géographique*, 74(1) : 9-26.
- QCCS**, 2010. *Savoir-faire Linux inc. c. Régie des rentes du Québec*. URL : <http://canlii.ca/t/2b1bq>.
- RETAILLÉ D.**, 2011a. « Conclusion » in NDIAYE A. (ed), *Économie sociale et solidaire : animation et dynamiques des territoires*. Paris, L'Harmattan : 205-221.
- RETAILLÉ D.**, 2011b. « Du paradigme sahélien du lieu à l'espace (mondial) mobile », *L'Information géographique*, 75(1) : 71-85.
- REYNAUD A.**, 1981. *Société, espace et justice*. Paris, PUF.
- SCHOONMAKER S.**, 2007. « Globalization from Below: Free Software and Alternatives to Neoliberalism », *Development and Change*, 38(6) : 999-1020.

SCHOONMAKER S., 2014. « Forking Toward the Commons: From OpenOffice to LibreOffice and The Document Foundation », *WSL 2014*. Porto Alegre (Brasil).

STALLMAN R., 2002. « Free Software Definition » in GAY J. (ed), *Free Software, Free Society*. Boston, GNU press: 41-43.

VICENTE M., 2013. « Le logiciel libre : un dispositif méritocratique ? », *La Nouvelle Revue du Travail*, 3 : <http://nrt.revues.org/1070>

XIFARAS M., 2010. « Le Copyleft et la théorie de la propriété », *Multitudes*, 41(2) : 50-64.

Résumé

Le phénomène du logiciel libre constitue un cas particulièrement intéressant pour questionner la notion de marge et sa transformation en ressource pour l'action à l'ère du numérique. Deux cas sont étudiés. D'une part, l'élaboration à l'échelle mondiale du projet LibreOffice montre que des développeurs clés d'un logiciel plus ancien ont su s'organiser dans les marges pour en faire un bien commun. D'autre part, la tenue des Rencontres Mondiales du Logiciel Libre (RMLL) à Mont-de-Marsan en 2008 révèle que les activistes locaux ont été en mesure de mobiliser la Mouvance sur un territoire marginal de l'espace Monde numérique. Les deux exemples développés montrent bien que les acteurs sont capables de faire fond sur la marginalité même de la Mouvance pour atteindre les marges d'autres espaces de représentation ; la mobilisation de la marginalité et des marges est facilitée par l'hybridité croissante de l'espace entre numérique et non-numérique.

Mots-clefs : logiciels libres, marge, espace, espaces de représentation, espace mobile, RMLL, LibreOffice.

Summary

The Margin as a Resource for Action Within the Free Software Movement

The phenomenon of free software constitutes a particularly interesting case for studying the notion of 'margin' and its transformation into a resource for

action in the digital era. Two cases are studied. On the one hand, the construction of the LibreOffice project at the global level showed that key developers of existing software programs have organized themselves at the margin in order to create a common good. On the other hand, the 2008 Free Software Meeting (RMLL) in Mont-de-Marsan (France) revealed that local activists were able to mobilize the Movement at the margin of the digital world. These two examples clearly demonstrate that actors are able to take advantage of the marginality of the movement itself to reach the margins of other areas of representation; mobilization of marginality and of margins is facilitated by the growing hybridity of the space between digital and non-digital.

Key-words: free software, margin, space, spaces of representation, mobile space, RMLL, LibreOffice.

* * *